

TRADUCTION

F. 2001 — 1249

[C — 2001/35453]

**24 NOVEMBRE 2000. — Arrêté ministériel  
concernant les aides aux investissements et à l'installation dans l'agriculture**

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Agriculture,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée en dernier lieu par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret du 22 décembre 1993 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1994, notamment l'article 12 portant création d'un "Vlaams Landbouwinvesteringsfonds" (Fonds flamand d'investissement agricole);

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 1999 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 15 octobre 1999 et 14 avril 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 novembre 2000 concernant les aides aux investissements et à l'installation dans l'agriculture;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'adapter d'urgence les mesures d'aide régionales en matière d'investissements et d'installation en agriculture aux dispositions du Plan flamand pour le développement rural en application du Règlement (CE) 1257/99 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les qualifications professionnelles et aptitudes minimales, visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 novembre 2000 concernant les aides aux investissements et à l'installation dans l'agriculture, sont démontrées lorsque le demandeur soit :

1. est porteur d'un diplôme ou certificat d'une formation de base en agriculture, horticulture ou similaire au niveau de l'enseignement secondaire supérieur, l'enseignement non universitaire supérieur ou l'enseignement universitaire;

2° est porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'une formation de base autre qu'en agriculture, horticulture ou similaire au niveau de l'enseignement secondaire supérieur, l'enseignement non universitaire supérieur ou l'enseignement universitaire et qui s'est consacré à la production agricole et horticole pendant au moins 2 ans;

3° est porteur d'un diplôme ou certificat d'une formation de base, le cas échéant, complétée par une expérience reconnue équivalente à l'un des niveaux susdits par le Ministre chargé de la politique agricole;

4° s'est consacré pendant au moins 3 ans à la production agricole et horticole et a suivi avec fruit des cours agricoles post-scolaires de minimum 100 heures;

5° s'est consacré pendant au moins 10 ans à la production agricole et horticole.

**Art. 2.** Les qualifications professionnelles et aptitudes minimales pour la première installation, visées à l'article 10 du même arrêté du Gouvernement flamand, sont démontrées lorsque l'agriculteur soit :

1. est porteur d'un diplôme ou certificat d'une formation de base en agriculture, horticulture ou similaire au niveau de l'enseignement secondaire supérieur, l'enseignement non universitaire supérieur ou l'enseignement universitaire;

2. détient une attestation d'installation et s'est consacré pendant au moins 2 ans à la production agricole et horticole;

3. est porteur d'un diplôme ou certificat d'une formation de base, le cas échéant, complétée par une expérience reconnue équivalente à l'un des niveaux susdits par le Ministre chargé de la politique agricole.

**Art. 3.** La comptabilité des exploitations agricoles, visée aux articles 4 et 10 du même arrêté du Gouvernement flamand, consiste au moins en :

- l'établissement d'un inventaire initial et final annuel;

- l'enregistrement systématique et régulier des flux de marchandises et monétaires se rapportant à l'exploitation au cours de l'exercice budgétaire;

Elle mène à l'établissement annuel :

- d'une description des caractéristiques générales de l'exploitation, notamment des facteurs de production utilisés;

- un bilan détaillé (actif et passif) et un compte d'exploitation détaillé (charges et produits);

- les données utiles pour apprécier l'efficacité de la gestion dans son ensemble et la rentabilité des éléments principaux de l'exploitation.

**Art. 4.** Les normes minimales en matière d'environnement, d'hygiène et de bien-être des animaux, visées aux articles 4 et 11 du même arrêté du Gouvernement flamand, concernent :

- la détention, le cas échéant, d'une autorisation urbanistique, un permis de bâtir et une autorisation écologique valables pour l'exploitation;
- les normes communautaires en matière d'hygiène et de bien-être des animaux ou les normes fédérales ou régionales lorsque celles-ci sont plus sévères.

**Art. 5.** Le revenu de référence visé à l'article 5 du même arrêté du Gouvernement flamand est fixé à 870 000 F pour l'an 2000.

**Art. 6.** Le plan d'entreprise visé à l'article 5 du même arrêté du Gouvernement flamand, comprend d'après le modèle en annexe 1 :

- une description de la situation et de la structure de l'exploitation avant investissements;
- une description et une justification des investissements faisant apparaître au moins que l'investissement contribue à un meilleur environnement ou à une amélioration du bien-être des animaux ou qu'une amélioration de l'hygiène dans l'exploitation est socialement justifiée;
- une description de la situation financière et économique de l'exploitation à l'achèvement du plan d'entreprise sur la base d'un budget du revenu du travail.

**Art. 7.** Les autres investissements, visés à l'article 6 du même arrêté du Gouvernement flamand et le pourcentage d'aide applicable, seront déterminés par circulaire ministérielle.

**Art. 8.** Le budget servant à déterminer le revenu du travail, visé aux articles 9 et 16 du même arrêté du Gouvernement flamand, est établi conformément au modèle en annexe 3.

**Art. 9.** Le plan de démarrage, visé à l'article 11 du même arrêté du Gouvernement flamand, comprend d'après le modèle en annexe 2 :

- une description de la situation et de la structure de l'exploitation;
- un aperçu des documents concernant la sécurité d'exploitation;
- un plan financier pour les 2 ans à venir en ce compris un bilan;
- une description de la situation financière et économique de l'exploitation sur la base d'un budget du revenu du travail.

**Art. 10.** Les conditions, visées à l'article 11 du même arrêté du Gouvernement flamand, en vue de démontrer la sécurité d'exploitation, concernent la présentation des documents suivants :

- un contrat de reprise enregistré et un inventaire détaillé des biens repris;
- le cas échéant, un contrat de co-exploitation;
- la cession du fermage et un bail à ferme pour les terres du cédant;
- la cession du quota laitier, du quota des primes à la vache allaitante et des primes à la brebis et du quota des betteraves sucrières;
- l'attestation sanitaire pour les exploitations comprenant une porcherie ou des documents correspondants pour exploitations destinées à d'autres bétails;
- la cession de l'autorisation écologique;
- la cession des contrats de gestion;
- la teneur en éléments nutritionnels.

**Art. 11.** L'importance minimale des dommages à la production agricole, visée à l'article 17 du même arrêté du Gouvernement flamand, s'élève à 30 % d'une production normale. Cette dernière est en principe égale à la moyenne des trois années précédant l'année dans laquelle les dommages ont été occasionnés. Le pourcentage de dommages qu'a subis la production agricole est fixé par le fonctionnaire désigné, le cas échéant, sur la base des constats de la Commission pour la détermination des dommages aux cultures ou à la lumière d'un rapport d'expert. Les épizooties qui ont été retenues sont : la brucellose, la tuberculose et leucose bovines, la maladie de la vache folle, la peste porcine, la maladie de Newcastle et l'entérocite épizootique. Dans ces cas une aide à la repopulation peut être accordée soit :

- après évacuation complète du cheptel pour cause de brucellose bovine, maladie de la vache folle, peste porcine, maladie de Newcastle et entérocite épizootique;
- après épuration pour cause de contamination de 30 % au moins du cheptel par la tuberculose et la leucose bovines.

Le montant maximum du crédit de soudure est égal au montant des dommages que la production agricole et les moyens de production agricole ont effectivement subis, réduit des dédommagements perçus. Si les dommages sont le résultat de l'apparition d'une épizootie, le montant maximum du crédit de soudure est fixé comme la différence entre les produits et les charges. Sont prises en compte comme produits, l'indemnité d'abattage et les recettes de la vente du bétail contaminé; sont pris en compte comme charges, l'achat du bétail, les frais d'élevage, la perte de revenu et de réserves.

L'aide maximale globale ainsi que les cas dans lesquels l'aide est accordée sous forme de primes et les conditions d'octroi de cette prime, sont fixés par circulaire ministérielle.

**Art. 12.** L'aide aux entreprises en difficultés financières, visée à l'article 19 du même arrêté du Gouvernement flamand, est accordée :

- comme mesure non spécifique en faveur de toute exploitation viable sous forme d'un crédit de soudure, lorsque la nécessité de la mesure ressort d'une enquête individuelle et les exploitations bénéficiaires n'accusent, sur base annuelle, aucune valeur de production globale supérieure à 1,5 % de la valeur totale de la production agricole en Région flamande;

- comme mesure spécifique pour certaines productions dans la zone concernée, sous la forme d'un crédit de soudure, pour des exploitations viables lorsque la nécessité de la mesure ressort d'une enquête individuelle. La valeur de production de la production concernée, pour ces entreprises, doit être supérieure à 50 % du chiffre d'affaires globale sur la base des moyennes des trois dernières années. Dans l'année antérieure à cette mesure, la quote-part des exploitations bénéficiaires dans la valeur de production globale de la production concernée ne peut être supérieure à 3 % de la production annuelle globale de ce produit dans la zone considérée.

Des conditions complémentaires relatives à la subvention-intérêt, la garantie du crédit de soudure, la délimitation de la zone et autres modalités d'octroi, entre autres la période pendant laquelle la mesure sera applicable, feront l'objet d'une circulaire ministérielle adressée aux établissements de crédit agréés.

Si les exploitations concernées affichent pour la production envisagée une production supérieure à 3 % de la production annuelle globale de ce produit dans la zone considérée, l'application de cette mesure spécifique dépendra de la passation d'un contrat de gestion avec les exploitation intéressées, la capacité de production pour le produit envisagée dans la zone concernée étant réduite de 10 % au plus tard deux ans après la cessation de l'application de la mesure et au moins pendant 5 ans.

**Art. 13.** La prime de démarrage, visée à l'article 23 du même arrêté du Gouvernement flamand, ne peut pas dépasser, par an, les frais globaux de gestion effectivement justifiés.

Par frais de gestion, on entend des charges qui ne constituent pas une plus-value pour la production agricole.

La prime ne peut être supérieure à 25 % des dépenses représentant l'activité globale du groupement et sera octroyée au prorata de 50 % à la fin de la première année et le restant en deux fois à la fin des deux années suivantes.

Les cotisations à payer annuellement par les membres ou les charges imposées aux membres ou au groupement en vue de couvrir les frais de gestion doivent constituer au moins la moitié de la prime pour la première année.

Le groupement ne peut pas être dissout avant la sixième année d'activité.

**Art. 14.** L'aide, visée à l'article 28 qui réfère aux articles 6 et 21 du même arrêté du Gouvernement flamand, qui porte sur les investissements subventionnables financés par des fonds propres, est allouée sous forme d'une prime à l'investissement. L'aide portant sur les investissements subventionnables financés par un prêt contracté auprès d'un établissement de crédit agréé par le VLIF, est accordée sous forme d'une subvention-intérêt complétée par une prime à l'investissement. Dans la mesure où un prêt est contracté pour les investissements, la subvention-intérêt primera sur les primes à l'investissement lors de l'octroi de l'aide. L'importance de la prime complémentaire à l'investissement est tributaire de la valeur totale de la subvention-intérêt et est, exprimée en pour cent du montant subventionné, égale à la différence entre le pourcentage d'aide applicable (40, 30, 20 ou 10 %) et la valeur actuelle de la subvention-intérêt, également exprimée en pour cent du montant subventionnable. La valeur actuelle de la subvention-intérêt est calculée à l'aide du pourcentage et la durée de la subvention-intérêt, la durée de l'exonération, le nombre d'amortissement du capital par an et l'intérêt d'actualisation. Celui-ci est fixé annuellement par l'Union européenne. Les primes à l'investissement sont payées en cinq parts égales, réparties sur cinq années qui suivent l'investissement, la cessation de l'investissement et après contrôle des preuves d'investissement.

**Art. 15.** La prime à l'investissement prévu à l'article 28 qui réfère à l'article 12 du même arrêté du Gouvernement flamand, est payée en cinq parts égales, réparties sur les cinq années qui suivent l'installation et dans la mesure où les frais d'installation sont produits pour justifier la prime.

**Art. 16.** Les modalités de la subvention-intérêt et/ou de la prime à l'investissement, les conditions y afférentes, la durée de la garantie ainsi que les cas dans lesquels l'équivalent de l'aide peut être accordé en tout ou en partie sous forme d'amortissements remis, visés à l'article 28 qui réfère aux articles 6, 12, 17, 19 et 21 du même arrêté du Gouvernement flamand, font l'objet de l'annexe 4.

**Art. 17.** L'investissement minimum ou opération, visés à l'article 28 du même arrêté du Gouvernement flamand, qui sont en tout ou en partie financés par un prêt, est fixé à 12 500 euros. Dans les autres cas, l'investissement minimum ou opération est fixé à la moitié de ce montant. Les investissements maximums et les frais d'installation visés, font l'objet de l'annexe 5.

**Art. 18.** A partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2001, le montant de 500 000 francs belges vaut au lieu du montant de 12 500 euros, mentionné à l'article 17.

**Art. 19.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

**Art. 20.** Le montant en euro mentionné à l'article 17 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Bruxelles, le 24 novembre 2000.

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Agriculture,  
Mme V. DUA

## Annexe 1

## PLAN D'ENTREPRISE

Nom et adresse du demandeur :

Nom et adresse de l'exploitation :

Description de l'exploitation :

## Exploitation agricole

Cultures	Superficie (ha)	Cheptel	Nombre (moyenne annuelle)
<u>Céréales</u> froment orge avoine		<u>Bovins</u> vaches laitières vaches allaitantes veaux jeune bétail bovins d'engrais veaux d'engrais	
<u>Plantes sarclées</u> betteraves sucrières pommes de terre		<u>Porcins</u> Truies d'élevage porcelets jeunes truies porcs d'engrais	
<u>Prairies</u> permanentes temporaires		<u>Volaille</u> poules pondeuses poules	
<u>Cultures fourragères</u> maïs betteraves fourragères		<u>Petit bétail</u> ovins caprins agneaux lapins	
<u>Autres cultures</u>		<u>Autres animaux</u>	

## Exploitation horticole

Cultures	Superficie (ares)	Cultures	Superficie (ares)
<u>Cultures maraîchères</u> en pleine terre		<u>Cultures fruitières</u> pomme poire	
<u>Cultures maraîchères</u> sous verre froid ou tunnel en plastique		<u>Culture de chicons</u> <u>Culture de champignons</u>	
<u>Cultures maraîchères</u> sous verre chaud		<u>Autres cultures</u>	

Manquements structurels dans l'entreprise :

.....

.....

.....

Investissements projetés (en BEF)

Nature et description des investissements projetés	Année	Frais nets prévus	Propres prestations	Frais supplémentaires et taxes
TOTAL				

Justification des investissements

.....

.....

.....

Situation financière et économique de l'entreprise après investissements sur la base du budget du revenu du travail

.....

.....

.....

Signature du demandeur

.....

Avis du fonctionnaire

Signature du fonctionnaire

## ANNEXE 2

## PLAN DE DEMARRAGE

Nom et adresse du demandeur :

Nom et adresse de l'exploitation :

Description de l'exploitation :

*Exploitation agricole*

Cultures	Superficie (ha)	Cheptel	Nombre (moyenne annuelle)
<u>Céréales</u> froment orge avoine		<u>Bovins</u> vaches laitières vaches allaitantes veaux jeune bétail bovins d'engrais veaux d'engrais	
<u>Plantes sarclées</u> betteraves sucrières pommes de terre		<u>Porcins</u> truies d'élevage porcelets jeunes truies porcs d'engrais	
<u>Prairies</u> permanentes temporaires		<u>Volaille</u> poules pondeuses poulares	
<u>Cultures fourragères</u> maïs betteraves fourragères		<u>Petit bétail</u> ovins caprins agneaux lapins	
<u>Autres cultures</u>		<u>Autres animaux</u>	

*Exploitation horticole*

Cultures	Superficie (ares)	Cultures	Superficie (ares)
<u>Cultures maraichères</u> en pleine terre		<u>Cultures fruitières</u> pomme poire	
<u>Cultures maraichères</u> sous verre froid ou tunnel en plastique		<u>Culture de chicons</u> <u>Culture de champignons</u>	
<u>Cultures maraichères</u> sous verre chaud		<u>Autres cultures</u>	

**Manquements structurels dans l'entreprise :**

.....

.....

.....

**Sécurité de l'exploitation (aperçu des documents)**

.....

.....

**But et justification des investissements**

.....

.....

.....

**Situation financière et économique de l'entreprise après investissements sur la base du budget du revenu du travail**

.....

.....

.....

**Signature du demandeur**

.....

**Avis du fonctionnaire**

**Signature du fonctionnaire**

## Annexe 3

N°. LIF :

Date :

## BUDGET GLOBAL DE L'EXPLOITATION AGRICOLE ET/OU HORTICOLE

Nom :

Superficie d'exploitation :

Prénom :

Région agricole :

Rue :

Province :

Code postal + commune fusionnée

## PRODUCTION VEGETALE

## Cultures agricoles commercialisables

Cultures ou sous-produits	Superficie en ha	Produit en kg/ha	Prix unitaires en F/kg	Quantités vendues en kg	Produit de la vente en F	Quantités consommées 1)
Céréales 2) 1. 2. 3. 4.						
Plantes sarclées 1. 2. 3.						
Cultures sous contrat 1. 2. 3.						
Autres cultures 3) 1. 2.						
Sous-produits vendus 4) 1. 2.						
Primes PAC 5) 1. céréales 2. mise en jachère 3. autres						
<b>Total général</b>					*A	

## Prairies et cultures fourragères

Superficie cultures principales	ha		Superficies cultures secondaires	ha		
Cultures et sous-produits	Superficie en ha	Produit en kg/ha	Prix unitaires en F/kg 1)	Quantités vendues en kg 1)	Produit de la vente en F 1)	Quantités consommées en kg ou ha
Prairie de pâturage 2) Prairies de fauche Betteraves fourragères Plantes fourragères à faner Plantes fourragères à ensiler Sous-produits consommés 3)						
<b>Total général</b>					*B	



## Cultures maraichères

Cultures ou sous-produits	Sup. en ares	Produit en kg ou pièces/ are 2)	Vente en gros 1)		Vente au détail 1)		Produit global de la vente en F
			Prix unitaires en F/kg ou F/pièce	Quantités ven- dues kg ou pièces	Prix unitaires F/kg ou F/pièce	Quantités ven- dues kg ou pièces	
En pleine terre 1. 2. 3.							
Sous verre froid ou sous plas- tique 1. 2. 3.							
Sous verre chaud 1. 2. 3.							
Sous verre et en pleine terre 4) 1. 2. 3.							
Fruits et baies 1. 2. 3.							
Autres cultures 3) 1. 2. 3.							
Sous-produits 1.							
Total général							°C

**Produits d'origine animale****Bovins, ovins et autre bétail**

Catégorie	Nombre moyen annuel 1)	Prix moyen par animal 2)	Capital moyen annuel	Achats d'animaux		
				Nombre	Prix moyen/pièce	Valeur globale en F
BÉTAIL LAITIER Vaches laitières Vaches de réforme Veaux > 2 ans Veaux 6 m - 2 ans Jeune bétail < 6 m Taureau(x) reproducteur(s)						
BÉTAIL D'ENGRAIS Vaches allaitantes Vaches de réforme Bovins de boucherie > 2 ans. Veaux > 2 ans. Veaux 6 m - 2 ans. Jeune bétail < 6 m Taureaux > 6 m						
Veaux de boucherie						
..... .....3)						
<b>Total général</b>						a

**Vente de produits laitiers**

Produits laitiersc	Quantités vendues en l ou kg 1)	Prix unitaires F/l ou F/kg	Produit global en F
Lait Crème Beurre Autres produits ..... Primes 2) .....			
<b>Total général</b>			*D

**Vente de bétail**

Catégorie	Nombre (1)	Poids moyen en kg	Prix de vente F/kg (2)	Produit global en F
Génisses gravides Veaux > 2 ans Veaux 6 m - 2 ans Veaux Vaches de réforme - normal - extra Bovins de boucherie - normal - extra Taureaux - normal - extra Veaux de boucherie ..... .....3) Primes PAC e.a. 4) 1. vaches allaitantes 2. bovins mâles 3 autres Sous-produits 5) .....				
<b>Total général</b>				*E

**Porcins, volaille et autre petit bétail**

Catégorie	Nombre moyen annuel 1)	Prix moyen par animal 2)	Capital moyen annuel	Achats d'animaux		
				Nombre	Prix moyen/pièce	Valeur globale en F
Truies d'élevage Jeunes truies Truies de réforme Verrats Porcs de boucherie ..... .....3)						
<b>Total général</b>						b

**Vente de bétail**

Catégorie	Nombre (1)	Poids moyen en kg	Prix de vente F/kg (2)	Produit global en F
Truies d'élevage Jeunes truies Truies de réforme Verrats Porcs de boucherie Porcelets ..... ..... 3) Sous-produits (4) ..... .....				
<b>Total général</b>				*F

**Frais****Frais déboursés**

Catégorie	Total annuel en F	Remarques
1) Achats de bétail = a + b		
2) Achats d'aliments		
3) Autres frais pour bovins et autre gros bétail		
4) Autres frais pour porcins et petit bétail		
5) Achats de semences et plants		
6) Achats d'engrais		
7) Produits phytosanitaires		
8) Frais d'outillage		
9) Travaux effectués par des tiers		
10) Autres dépenses agricoles et horticoles		
11) Frais de vente		
12) Salaires saisonniers et occasionnels		
13) Frais de terrains et de bâtiments		
14) Frais généraux		
<b>Total</b>		*1

**Frais imputés****Amortissements et entretien de bâtiments, plantations 3) et amendements non couverts par le bail.**

Nature des biens	Valeur d'utilisation en F. 1)	Pourcentage d'amortissements + entretien 2)	Amortissements et entretien en F
1. 2. 3. 4. 5.			
<b>Total</b>			<b>*2</b>

**Amortissement de matériel**

Catégorie	Valeur d'utilisation 1)	Pourcentage d'amortissements 2)	Amortissement en F
Total du parc de machines Traction Charrues Préparation du sol Semences et fertilisation Travaux d'entretien Récolte Transport Équipement de traite - réservoir de refroidissement Petit outillage 3) Équipement d'arrosage en plein air Autres 4)			
<b>Total</b>			<b>*3</b>

**Intérêts sur le capital investi**

Nature des biens	Valeur ou nombre de ha	Intérêts sur le capital de fonds ou le capital investi en F
Terrains 1)		
Cultures 2)		
Bâtiments, plantations, amendements 3)		
Matériel 4)		
Animaux 5)		
<b>Total général</b>		<b>*4</b>

**Résultats d'exploitation****Produit total**

	Montant global 1)	En pourcentage du total des ventes 1)
Vente de cultures commercialisables * A Vente de cultures fourragères * B Vente de cultures maraichères * C Vente de produits laitiers * D Vente de bovins et ovins * E Vente de produits porcins * F Autres spéculations 2)		
Primes 3)		
<b>Produit global</b>	<b>1</b>	

**Frais globaux**

	Montant total en F
Charges supportées * 1 Amortissements et entretien de bâtiments, plantations et amendements * 2 Amortissement de matériel * 3 Intérêts sur le capital de fonds et le capital invest * 4	
<b>Frais globaux</b>	<b>II</b>

**Revenu de travail**

Revenu de travail I-II	Nombre TTP 1)	Revenu de travail/TTP	Revenu de référence 2)	Date finale
Remarques	X pour cent 3)			

Le ..... 19...

Signature du fonctionnaire compétent

### Instructions pour l'établissement du budget

Le budget de l'exploitation sera établi quand :

- une aide est octroyée dans le cadre d'un plan d'amélioration d'exploitation;
- une aide est octroyée dans le cadre d'une première installation;
- la garantie de la Région est accordée.

Le budget de l'exploitation est dressé par le fonctionnaire compétent de concert avec l'agriculteur ou l'horticulteur. Les chiffres de production indiqués sont les chiffres effectifs de l'exploitation et non des moyennes régionales.

Le budget reflète :

1. soit, la situation de l'exploitation à la date de présentation de la demande d'aide (installation);
2. soit, la situation après la réalisation du plan d'amélioration (les investissements ayant été effectués). Le plan d'amélioration peut être étalé sur 6 ans.

Le rapport technique spécifiera les différentes phases.

Tous les montants indiqués sont hors T.V.A.

Indications utiles pour l'établissement du budget :

#### I. Production végétale.

##### **A. Cultures agricoles commercialisables (p. 1)**

1) Dans la colonne "Quantités consommées" sont mentionnées les quantités de produits de cultures commercialisables consommées par le bétail détenu à l'exploitation.

2) Le maïs cultivé pour la graine est repris sous la rubrique "Céréales".

3) Les cultures destinées à la transformation industrielle, autres que ceux cultivées sous contrat, sont mentionnées dans la rubrique des "Autres cultures".

4) La rubrique "Sous-produits vendus" comporte uniquement les sous-produits vendus à des tiers; les sous-produits consommés par le bétail de l'exploitation sont repris dans le tableau des "Prairies et cultures fourragères".

5) Pour les primes PAC (céréales – mise en jachère et autres) le nombre de hectares pour lequel l'aide est obtenue est spécifié dans la colonne "Superficie en ha" et la somme accordée est mentionnée dans la colonne "Produit de la vente en F".

##### **B. Prairies et cultures fourragères (p. 2)**

1) Lorsque les produits des prairies et des cultures fourragères sont consommés par les animaux appartenant à l'exploitation, les colonnes "Prix unitaires", "Quantités vendues" et "Produit de la vente" ne doivent pas être remplies.

2) La rémunération relative aux animaux entretenus, étrangers à l'exploitation, est mentionnée dans la colonne "Produit de la vente en F".

3) La rubrique "Sous-produits consommés" mentionne les sous-produits des cultures commercialisables de l'exploitation consommés par le bétail, tels que les feuilles et les collets des betteraves sucrières, les sous-produits séchés etc.

##### **C. Cultures maraîchères (p. 3)**

1) Pour tenir compte de tous les cas particuliers, une distinction est faite entre les prix de gros et les prix de détail. Seules les ventes de produits réalisées par l'exploitation du demandeur doivent être mentionnées.

2) Par produit en kg ou pièces/are on entend les produits finis commercialisables.

3) La production de champignons et les autres spéculations sont reprises sous la rubrique "Autres cultures".

4) Les cultures réalisées temporairement en serre et en pleine terre.

#### II. Produits d'origine animale

##### **A. Bovins, ovins et autre bétail**

##### **1. Nombre moyen annuel d'animaux présents ou engraisés. (p. 4)**

1) Il faut spécifier le nombre moyen des animaux présents pour une catégorie déterminée pendant l'année entière. Par exemple, si l'étable de bétail d'engrais peut héberger 200 bovins de boucherie et que son occupation moyenne est de 90 %, le nombre moyen de bovins de boucherie présent est égal à 180.

2) Dans la colonne "Prix moyen" la valeur moyenne par tête de bétail est indiquée pour chaque espèce animale. Pour les animaux dont la valeur moyenne ne varie pas au cours de l'année entière (p.ex. bétail laitier) cette valeur est spécifiée ici. Pour les animaux dont la valeur évolue (croissance) la valeur est égale à : la valeur au moment où ils entrent dans une catégorie déterminée + la valeur quand ils quittent la catégorie, divisée par deux.

p.ex. génisses de 6 mois – 2 ans

$$\text{valeur} = \frac{\text{valeur à 6 mois} + \text{valeur à 2 ans}}{2}$$

**Remarque :** Pour les animaux entretenus moins d'un an par une exploitation hébergeant successivement différents animaux sur un même emplacement d'étable (p.ex. dans la catégorie bovins d'engrais de plus de 2 ans) il est procédé selon la même méthode. Il est évident que dans ce cas un nombre plus élevé de bovins d'engrais, étant égal au nombre d'animaux entretenus en moyenne x le nombre de cycles d'élevage par an, sera mentionné dans le tableau des ventes (p. 6).

3) Les ovins et les autres espèces de bétail sont mentionnés dans les cases libres du tableau.

##### **2. Vente de produits laitiers. (p. 5)**

1) Par quantités vendues, on entend également la consommation domestique ou personnelle et les avantages en nature. Toutefois, la consommation par le bétail n'est pas retenue.

2) Les primes obtenues doivent être ajoutées aux ventes.

##### **3. Ventes de bétail (p. 6)**

1) Par nombre d'animaux vendus, on entend les animaux vendus effectivement : ce chiffre peut être supérieur au nombre moyen d'animaux présents lorsque les animaux ne sont entretenus par l'exploitation que pour une partie de l'année (p. ex. pour les bovins d'engrais) de sorte que le nombre d'animaux vendus est égal au nombre d'animaux présents x  $\frac{\text{le nombre de cycles}}{\text{an}}$

cycle = le nombre d'animaux hébergés successivement au même emplacement d'étable.

(p. ex. si la période d'engraissement d'un bovin = 4 mois, le nombre de cycles = 3).

2) Dans cette case on indique le prix moyen par catégorie, pour autant que le bétail vendu soit de qualité homogène. Si tel n'est pas le cas, une différenciation s'impose.

3) Les ventes d'ovins et d'autres espèces de bétail sont mentionnées dans les cases libres du tableau.

4) Les primes PAC obtenues doivent être mentionnées :

dans la colonne "nombre", on indique le nombre d'animaux pour lesquels les primes ont été octroyées. Dans la colonne "Produit globale en F" on indique le montant des primes.

5) Par sous-produits, on entend les recettes provenant de la vente de saillies, embryons, etc.

#### **B. Porcins, volaille et autre petit bétail**

##### **1. Nombre moyen annuel d'animaux présents ou engraisés**

1) Il faut spécifier le nombre moyen des animaux présents pour une catégorie déterminée pendant l'année entière. Par exemple, si l'étable de bétail d'engrais peut héberger 1000 porcs d'engrais et que son occupation moyenne est de 90 %, le nombre moyen de porcs présents est égal à 900.

2) Dans la colonne "Prix moyen" la valeur moyenne par tête de bétail est indiquée pour chaque espèce animale. Pour les animaux dont la valeur moyenne ne varie pas au cours de l'année entière (p.ex. truies) cette valeur est spécifiée ici. La valeur des porcelets (- 22 kg) est additionnée à celle des truies. Pour les animaux dont la valeur évolue (croissance) la valeur est égale à : la valeur au moment où ils entrent dans une catégorie déterminée + la valeur quand ils quittent la catégorie, divisée par deux.

p.ex. valeur du porc d'engrais =  $\frac{\text{valeur du porcelet de 22 kg} + \text{valeur du porc abattable}}{2}$

3) La volaille et les autres espèces de petit bétail sont mentionnées dans les cases libres du tableau.

##### **2. Ventes de bétail (p. 8)**

1) Par nombre d'animaux vendus, on entend les animaux vendus effectivement : ce chiffre peut être supérieur au nombre moyen d'animaux présents lorsque les animaux ne sont entretenus par l'exploitation que pour une partie de l'année (p. ex. pour les porcs d'engrais) de sorte que le nombre d'animaux vendus est égal au nombre d'animaux présents x  $\frac{\text{le nombre de cycles}}{\text{an}}$

cycle = le nombre d'animaux hébergés successivement au même emplacement d'étable.

(p. ex. si la période d'engraissement d'un porc = 4 mois, le nombre de cycles = 3).

2) Dans cette cas on indique le prix moyen par catégorie.

3) Les ventes de volaille et d'autres espèces de petit bétail sont mentionnées dans les cases libres du tableau.

4) Par sous-produits, on entend les recettes provenant de la vente de saillies, etc.

#### **III. Frais**

##### **1. Frais déboursés (p. 9)**

Les catégories suivantes de frais (déboursés et/ou portés en compte) sont repris dans le budget agricole et horticole (tousjours hors T.V.A.).

1) Achats de bétail :

- bovins, porcins et aux autres espèces animales sans frais de transport (est le cas échéant du travail salarié) et autres frais (p.ex. Sanitel)

2) Achats d'aliments :

- fourrages concentrés et fourrages bruts

- frais de litière, e.a.

3) Autres frais pour bovins et autre gros bétail :

- frais vétérinaires

- combustibles pour chauffage

- assurance du bétail contre maladie et décès

- frais de monte et d'expertise, I.A.

- contrôle du lait

- cotisation spécifiques (syndicat des éleveurs de bétail, cols d'équarissage)

- cotisations au fonds pour la production et la santé des animaux

- frais sanitel (cotisation provinciale, numéros des marques auriculaires)

4) Autres frais pour porcins et autre petit bétail :

- frais vétérinaires

- combustibles pour chauffage

- frais de monte et d'expertise, I.A.

- cotisation spécifiques

- cotisations au fonds pour la production et la santé des animaux

- frais sanitel (cotisation provinciale, numéros des marques auriculaires)

5) Achats de semences et plantes :

- semences et plants

- plantes

- plantes achetées occasionnellement

Remarque : aucune plantation pluriannuelle qui est amortie

- achats de racines de chicons

6) Achats d'engrais :

- engrais minéraux

- engrais organiques (fumier)

- amendements (écumes, chaux)

- engrais foliaire

## 7) Produits phytosanitaires :

- pesticides
- lutte biologique
- désinfectants du sol

## 8) Frais d'outillage :

- outillage (< 5.000 BEF)
- combustibles et lubrifiants pour tracteur et machines
- frais d'entretien des tracteurs et de l'outillage
- matières premières pour l'entretien ou le fonctionnement de machines (détergents pour l'installation de traite)
- assurances, impôts (taxe sur la circulation)
- usage de la voiture privée pour l'exploitation (forfait de 8 F/km)
- frais de contrôle de l'outillage (p.ex. l'arroseuse)

Remarque : frais d'entretien visant à prolonger notablement la durée de vie du tracteur ou de l'outillage ne sont pas pris en compte mais intégrés dans le calcul de la valeur du matériel

- location outillage
- location bacs

## 9) Travail par des tiers :

- travailleurs à façon
- frais de désinfection des étables
- frais de transport
- mouture d'aliments, etc.
- transport et autres frais pour l'écoulement des effluents d'élevage

## 10) Autres frais agricoles et horticoles :

- assurances des cultures (p.ex. grêle etc.)
- redevances (p.ex. décret sur les engrais)
- indemnisation des tiers pour reprise d'engrais
- combustibles pour le chauffage des cultures et conditionnement des produits
- terreau
- substrats (balles de tourbes e.a.)
- matériel jetable de ficelage et de tuteurage
- pot à fleurs jetables utilisés par l'entreprise

Remarque : aucun pot à fleurs à usage multiple

- plastique jetable
- bourdons
- frais d'expertise des cultures

## 11) Frais de vente :

- matériaux d'emballage et de vente
- frais de stockage et de commercialisation
- permis
- frais de criée
- frais de marché
- frais de publicité
- cotisations aux fonds de promotion – fonds des producteurs
- location des caisses d'arrivée

## 12) Salaires saisonniers et occasionnels :

- dépenses pour personnel saisonnier ou occasionnel
- avantages en nature (exprimés en espèces)

## 13) Frais pour terrains et immeubles

- fermages payés pour terrains et immeubles
- charges pour polders et wateringues
- location d'entrepôts, serres, frigos e.a.
- précompte immobilier terrains et immeubles
- taxes sur installations et immeubles d'exploitation
- assurance incendie immeubles + équipements
- frais pour droits de production (p.ex. quota laitier, quota betteraves sucrières)

## 14) Frais généraux :

- électricité
- téléphone, fax, modem
- eau (+ redevance environnementale)
- cotisations, abonnements
- taxes provinciales
- analyse du sol, analyse des engrais, analyse des aliments
- assurances générales (R.C.) (ni immeubles, ni véhicules)
- assurance incendie contenu (animaux, machines, mobilier)
- impôts généraux (pas de précompte immobilier).



**2. Frais imputés****Amortissements et entretien d'immeubles, plantations et amendements (p. 10) :**

1) La valeur attribuée aux bâtiments est la valeur d'utilisation ou la valeur du bien en sa qualité de moyen de production pour l'exploitation agricole ou horticole. Cette **valeur d'utilisation** est une valeur calculée sur la base de paramètres suivants :

- le prix de revient actuel d'un bien similaire (voir liste des prix maximums pour investissements en constructions agricoles et horticoles);
- porter en compte une dépréciation de la valeur de 4 % par an;
- l'âge du bâtiment;
- la durée de la dépréciation de la valeur est limitée à 15 ans;
- le pour cent d'utilisation agricole ou horticole utile;
- les bâtiments de plus de 15 ans ont une valeur d'utilisation de 40 % de la valeur de remplacement indirecte dans la mesure où ils sont affectés à 100 % à des fins agricoles utiles.

2) Le taux d'intérêt couvrant l'amortissement et l'entretien des bâtiments, installations agricoles et horticoles et plantations s'élève en principe à 7 % :

- pour les biens suivants :
- asperges;
  - pommiers à basse tige;
  - pêchers, pruniers, cerisiers;
  - groseilliers

le taux d'intérêt est fixé à 12 pour cent.

3) L'estimation des plantations doit se faire sur la base des chiffres les plus récents communiqués par le I.E.A.

**Amortissement de matériel. (p. 11)**

1) La valeur attribuée au matériel est la valeur d'utilisation ou la valeur du bien en sa qualité de moyen de production pour l'exploitation agricole ou horticole. Cette **valeur d'utilisation** est une valeur calculée en tenant compte de la valeur de remplacement et l'âge du matériel.

2) L'amortissement du matériel est calculée forfaitairement :

pour une exploitation agricole et horticole, 9 % de la valeur d'utilisation est pris en compte.

3) L'inventaire de l'outillage comporte une estimation globale du petit outillage ayant séparément une valeur d'utilisation inférieure à 5 000 F.

4) Le matériel servant à la préparation des aliments peut être mentionné dans la catégorie "autres".

**Intérêts sur le capital investi. (p. 12)**

1) Selon une interprétation de la C.E., le fermage moyen de la région doit être pris en compte pour les terrains. Dans la colonne "Intérêts sur le capital foncier et le capital investi" on indique le résultat du produit : nombre de ha en propriété x le fermage moyen/ha.

2) Pour les cultures, il y a lieu de se baser sur les chiffres les plus récents de l'I.E.A.

3) Pour les bâtiments, plantations et amendements, le total de la colonne "Valeur de remplacement ou valeur de construction" du tableau "Amortissements et entretien de bâtiments, plantations et amendements du sol non couverts par le fermage" affecté d'un coefficient de réduction de 55 %, est mentionné dans la colonne "Valeur". Le taux d'intérêt applicable à la valeur ainsi réduite est de 6 %.

4) Pour le matériel, le total de la colonne "Valeur de remplacement" du tableau "Amortissements de matériel" (p. 11), affecté d'un coefficient de réduction de 55 %, est mentionné dans la colonne "Valeur". Le taux d'intérêt applicable à la valeur ainsi réduite est de 6 %.

5) Pour les animaux, le total général de la colonne "Valeur de remplacement" du tableau "Nombre moyen annuel d'animaux présents ou engraisés" est mentionné dans la colonne "Valeur". Le taux d'intérêt applicable aux valeurs globales est de 6 %.

**IV. Résultats d'exploitation.****1. Recettes totales. (p. 13)**

1) Les montants des ventes seront indiqués en F et en % du total des ventes, pour chaque spéculation.

2) Les recettes d'activités touristiques et artisanales organisées à l'exploitation sont mentionnées sous "autres spéculations".

3) Les primes occasionnelles qui ne se rapportent pas directement à la production, p.ex. les prix de concours agricoles, sont mentionnées dans cette rubrique.

**2. Revenu du travail (p. 14)**

1) Pour calculer le nombre de TTP, on fait une estimation du nombre d'heures de travail à effectuer annuellement sur l'exploitation et on divise ce nombre par 1.800.

2) Le revenu de référence par TTP sera affecté d'un indice de croissance annuel, compte tenu de la date finale.

3) Afin de pouvoir procéder à une comparaison entre le budget et le revenu de référence, les revenus d'exploitation déterminés seront affectés de X %.

**Annexe 4**  
Conditions et modalités de la subvention-intérêt et/ou de la prime en capital, la durée de la garantie et les cas dans lesquels l'aide peut être octroyée, en tout ou en partie, sous forme d'amortissements remis

Nature des investissements	Description de l'investissement avec mention des conditions spéciales	Aide	Financement par un prêt		Durée
			% SI	Durée SI	
<b>Groupe 1 :</b> Investissements visant la réalisation d'une agriculture aux objectifs élargis, une agriculture durable et/ou une agriculture biologique	<ul style="list-style-type: none"><li>● Installation d'épuration des eaux usées au niveau de l'exploitation (p.e. : champ de roseaux);</li><li>● Installation d'épuration des gaz résiduaires d'installations de chauffage à l'aide de cyclones, filtres à manches ou lavage des gaz résiduaires;</li><li>● Nouvelles installations de chauffage à gaz ou reconversion d'installations de chauffage existantes au gaz;</li><li>● Investissements visant la réduction des émissions d'ammoniaque et la nuisance olfactive :<ul style="list-style-type: none"><li>- systèmes d'injection pour effluents d'élevage;</li><li>- autres systèmes d'épandage d'engrais pauvres en émissions pour effluents d'élevage;</li><li>- système d'aération des étables pourvu d'un filtre à odeurs et à poussières (filtre biologique, lit biologique, filtres à poussières, lavage d'air);</li></ul></li><li>● Systèmes pour la réutilisation d'eaux d'arrosage, la collecte et la réutilisation des eaux de pluie comme eaux d'arrosage;</li><li>● Installation d'un condenseur pour gaz résiduaires, d'un accumulateur thermique, d'écrans thermiques et d'écrans combinés;</li><li>● Installation de parois de serre permettant des économies d'énergie (doubles vitrages, verre à couche, panneaux à canaux en plastique);</li><li>● Isoler les étables existantes et chauffées pour volailles, porcs et vœux de boucherie afin de réaliser des économies d'énergie;</li><li>● Machines et équipements spécifiquement nécessaires à la gestion des petits éléments paysagers, des bordures des parcelles et des paysages (contrats à l'appui le cas échéant);</li><li>● La construction, la transformation et l'équipement d'immeubles d'exploitation destinés à la production de produits laitiers (sur base de lait provenant de l'exploitation) et la conservation de ces produits ainsi que l'achat de matériel spécifiquement nécessaire à ces activités;</li><li>● La construction, la transformation et l'équipement d'immeubles d'exploitation pour le découpage, la préparation et le conditionnement de viandes (produites par la propre exploitation) et la conservation de ces produits ainsi que l'achat de matériel spécifiquement nécessaire à ces activités;</li><li>● La construction, la transformation et l'équipement d'immeubles d'exploitation pour le traitement artisanal et le conditionnement de produits agricoles et horticoles (autres que le lait et la viande et produits par la propre exploitation) et la conservation de ces produits ainsi que l'achat de matériel spécifiquement nécessaire à ces activités;</li><li>● La construction, la transformation et l'équipement d'immeubles d'exploitation pour la vente directe de sa propre production (transformée ou non) au consommateur ou aux détaillants, y compris les locaux d'entreposage et frigorifiques pour ces produits ainsi que l'achat de matériel spécifiquement nécessaire à l'exercice de ces activités;</li><li>● La construction, la transformation et l'équipement d'immeubles d'exploitation qui répondent aux normes en matière d'élevage biologique de porcs, telles que définies dans le cahier des charges pour la production biologique animale et à la condition que :<ul style="list-style-type: none"><li>- le demandeur applique la méthode de production biologique (fournir la preuve);</li><li>- la capacité de production n'est pas augmentée;</li></ul></li><li>● La construction, la transformation et l'équipement d'immeubles d'exploitation qui répondent aux normes d'élevage biologique de poules pondeuses, telles que définies dans le cahier des charges pour la production biologique animale et à la condition que :<ul style="list-style-type: none"><li>- le demandeur applique la méthode de production biologique (fournir la preuve);</li><li>- la capacité de production n'est pas augmentée;</li></ul></li><li>● Le désherbage mécanique ou thermique ou la destruction des fanes (bineuse, fraise horticole, herse à dents incurvées, défaneuse, brûleur d'herbes ou de fanes, machine de désinfection du sol à la vapeur);</li><li>● Aménagement de vergers à hautes tiges dans la culture biologique;</li><li>● Investissements visant à rendre accessible au grand public sur le plan éducatif les activités agricoles concernant la production des produits de l'annexe I;</li><li>● Autres investissements similaires.</li></ul>	40 %	4 %	La durée maximum de la SI dépend de la durée de vie économique. Elle est de 7 ans si la durée d'amortissement maximum ≤ 10 ans et 15 ans si la durée d'amortissement normale > 10 ans  La durée maximum de la SI dépend de la durée de vie économique. Elle est de 7 ans si la durée d'amortissement maximum ≤ 10 ans et 15 ans si la durée d'amortissement normale > 10 ans	10 ans 10 ans
<b>Groupe 2 :</b> Investissements visant la reconversion de l'exploitation agricole	<ul style="list-style-type: none"><li>● Installations et matériel y compris les installations de séchage de blé spécifiquement nécessaires au niveau de l'exploitation pour la préparation des aliments composés (autres qu'aliments bruts) principalement sur base de propres produits de base et en remplacement des aliments concernés;</li><li>● Installations et matériel spécifiquement nécessaires au niveau de l'exploitation pour la production et, le cas échéant, l'utilisation de combustibles renouvelables (biomasse);</li><li>● Installations et matériel spécifiquement nécessaires au niveau de l'exploitation pour la production de plantes médicinales et aromatiques;</li><li>● Renouvellement de plantations fruitières de basses tiges par de nouvelles variétés, sans extension de la superficie globale et moyennant l'application d'une méthode de production intégrée;</li><li>● Autres investissements similaires.</li></ul>	30%	4 %	La durée maximum de la SI dépend de la durée de vie économique. Elle est de 7 ans si la durée d'amortissement maximum ≤ 10 ans et 15 ans si la durée d'amortissement normale > 10 ans	10 ans

Nature des investissements	Description de l'investissement avec mention des conditions spéciales	Aide	Financement par un prêt	
			% SI	Durée SI
<b>Groupe 3 :</b> Investissements en biens immobiliers visant la réalisation d'une amélioration structurelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>La construction, la transformation et l'équipement d'étables pour bétail laitier y compris la traiteuse et d'étables pour les jeunes de ce bétail laitier. En cas d'investissements d'extension, une extension proportionnelle du quota laitier est requise;</li> <li>La construction, la transformation et l'équipement d'étables pour bétail de boucherie et d'étables pour le jeune bétail de ce bétail de boucherie. Les entreprises sont suffisamment liées au sol suite aux investissements, à savoir au moins 1 ha d'aliments bruts par 2 unités de gros bétail;</li> <li>La construction, la transformation et l'équipement d'étables pour cerfs, ovins, caprins, lapins et le jeune bétail y afférent;</li> <li>La construction, la transformation et l'équipement d'étables pour chevaux y compris les bâtiments pour l'entraînement des chevaux (pas de pension pour chevaux ou manèges);</li> <li>La construction, la transformation et l'équipement d'immeubles pour une production animale très spécifique telle que l'élevage d'escargots, d'insectes et de larves (pas d'élevages de chiens);</li> <li>Silos tranchés avec système de récupération des jus de silo;</li> <li>La construction, la transformation et l'équipement (chauffage, arrosage, installations à substrats, tables, ...) de serres en verre ou plastique sur socle, autres que l'équipement cité au groupe 1;</li> <li>La construction, la transformation et l'équipement de champignons;</li> <li>La construction, la transformation et l'équipement d'immeubles pour la culture de chicous, y compris les installations de hydroculture;</li> <li>La construction, la transformation et l'équipement d'immeubles pour une production végétale très spécifique (cultures in vitro);</li> <li>Installations pour la robotisation de la production;</li> <li>Friges;</li> <li>Installations d'arrosage et installations de fertigation dans l'horticulture, mais pas sur base d'eaux de pluie;</li> <li>Aménagement de terrains pour la culture en conteneurs et sur étagères ainsi que l'équipement spécifique des terrains pour l'arboriculture et l'horticulture ornementale (en général);</li> <li>Hangars pour l'entreposage et la conservation de la production, le conditionnement de la production ou l'entreposage de machines et de matériel (pas d'hébergement d'animaux);</li> <li>Revetement de la cour et autres travaux d'infrastructure en état immobilier (bassins collecteurs d'eau de pluie, votes parcelaires, aire de nettoyage pourvu de puits de décontamination pour véhicules, entreposage d'engrais solides sur la tournière, revêtements pour la limitation de la tare);</li> <li>Replantations fruitières avec des variétés courantes, limitées aux superficies défrichées de pommes, poires et pêches;</li> <li>Nouvelles plantations de cerises, griottes, prunes, noix et raisins;</li> <li>Installations et matériel visant à assurer la protection de la récolte dans les cultures fruitières existantes (canon à plomb, filets à plomb, arrosage contre les gelées nocturnes printanières);</li> <li>Achat d'immeubles d'exploitation existants utilisés ou non par le demandeur. L'exploitant précédent n'a subi aucun préjudice, il y a effectivement exploitation;</li> <li>Entrepôt sanitaire pour cadavres équipé d'une installation frigorifique;</li> <li>Reconversion en hébergement en groupe pour veaux de boucherie. La construction de nouvelles étables pour veaux de boucherie n'est pas subventionnable;</li> <li>Rénovation de l'équipement d'étables existantes pour volailles, les poulets étant élevés au sol.</li> <li>Aucune aide n'est octroyée pour de nouvelles étables pour volailles et la rénovation de batteries;</li> <li>Reconversion d'un système d'hébergement lié pour porcs en un système libre;</li> <li>Installation ou amélioration de l'isolation, la ventilation et le chauffage dans les étables existantes pour volailles, porcs ou veaux de boucherie, la circulation de l'air, la teneur en poussières de l'air, la température, l'humidité relative de l'air et les concentrations gazeuses étant tenues dans des limites non nocives pour les animaux;</li> <li>Installation pour aliments liquides (sans extension de la capacité productive);</li> <li>Systèmes pour la limitation, le recyclage ou la gestion rationnelle d'eaux usées ou de déchets (installations de désinfection et de dessalement, entrepôt pour eaux polluées ou déchets);</li> <li>Systèmes pour la limitation de l'utilisation et/ou de la perte de pesticides. Il s'agit en particulier de pulvérisateurs sophistiqués entraînant une réduction notable des quantités utilisées du produit et/ou des dispersions par rapport aux pulvérisateurs courants;</li> <li>Investissements visant la réduction de la transmission de germes pathogènes (installations pour la stérilisation de substrats ou de terres usées, aire de nettoyage équipé d'un puits de décontamination pour véhicules pour le transport d'animaux, aires de chargement et de déchargement d'animaux y compris les clôtures éventuelles, sas sanitaire dans les étables);</li> <li>La reprise d'une deuxième partie de l'équipement de l'exploitation, notamment le bétail, l'outillage, le matériel, les réserves, les fruits sur pied et les arrière-engrais sur la base d'un contrat de reprise enregistré comportant un inventaire réel. L'équipement qui est immobilisé par nature n'est pas subventionnable dans le cadre d'une reprise. Le montant subventionnable d'une reprise globale (y compris la première partie) est limité à 250.000 euros et les restrictions sectorielles ne sont pas d'application;</li> <li>Autres investissements similaires.</li> </ul>	20 %	3 %	<p>La durée maximum de la SI dépend de la durée de vie économique. Elle est de 7 ans si la durée d'amortissement maximum ≤ 10 ans et 15 ans si la durée d'amortissement normale &gt; 10 ans</p> <p>La durée maximum de la SI dépend de la durée de vie économique. Elle est de 7 ans si la durée d'amortissement maximum ≤ 10 ans et 15 ans si la durée d'amortissement normale &gt; 10 ans</p> <p>La durée maximum de la SI dépend de la durée de vie économique. Elle est de 7 ans si la durée d'amortissement maximum ≤ 10 ans et 15 ans si la durée d'amortissement normale &gt; 10 ans</p>

Nature des investissements	Description de l'investissement avec mention des conditions spéciales	Aide	Financement par un prêt		
			% SI	Durée SI	Durée
<b>Groupe 4 :</b> Autres investissements visant la réalisation d'une amélioration structurelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les machines et le matériel (biens mobiliers par nature) non repris dans d'autres listes et à l'exclusion du matériel d'occasion;</li> <li>Les animaux étant entendu que le bétail de remplacement n'est jamais subventionnable et que l'aide ne couvre que le premier achat qui s'inscrit dans le cadre d'un plan d'entreprise qui prévoit une extension du cheptel. L'achat de porcs, volailles et veaux de boucherie n'est jamais subventionnable;</li> <li>Plantes durables telles que rosiers et plantes mères, le houblon et les asperges, les petits fruits ligneux;</li> <li>La reprise de l'équipement d'une deuxième exploitation, notamment le bétail, les machines et le matériel. Les restrictions sectorielles sont applicables (quota, liaison au sol);</li> <li>Serres et tunnels en plastique, autres que ceux cités au groupe 3;</li> <li>Autres investissements similaires.</li> </ul>	10 %	3 %	La durée maximum de la SI est de 5 ans	10 ans
Opérations s'inscrivant dans le cadre de la première installation	<ul style="list-style-type: none"> <li>La reprise de l'équipement de l'exploitation, notamment le bétail, l'outillage, le matériel, les réserves, les fruits sur pied et les arrière-engrais sur la base d'un contrat de reprise enregistré comportant un inventaire réel. L'équipement qui est immobilisé par nature n'est pas subventionnable dans le cadre d'une reprise.</li> <li>L'achat de bétail, outillage, matériel et réserves visant à compléter l'équipement des exploitations qui ne sont pas ou en partie en exploitation ou le remplacement de bétail, outillage et matériel qui n'est pas repris, pour autant que les opérations sont justifiées et aucune nouvelle orientation n'est donnée aux activités de l'exploitation.</li> <li>La reprise de parts en tant que chef d'entreprise (associé, commandité, gestionnaire, administrateur, administrateur délégué) dans une société justifiant d'un patrimoine propre positif à la lumière d'un rapport établi par un réviseur d'entreprise ou expert comptable agréé concernant la comptabilité de l'entreprise et le compte annuel portant sur la dernière année précédant la reprise des parts en tant que base pour l'estimation des parts. L'opération n'est possible que dans le cas de sociétés dont l'agriculture constitue l'activité principale. La valeur de la part n'est subventionnée qu'au prorata de la quote-part portant sur les postes d'inventaire pris en compte par une personne physique à l'occasion d'une reprise d'exploitation + les immeubles d'exploitation. La reprise des parts ne peut en principe s'effectuer que deux fois d'après une installation en deux phases de personnes physiques comme agriculteur.</li> <li>Les dépenses n'ont pas trait à l'acquisition de droits de production, de droits à l'indemnité, d'autres droits et des immeubles d'exploitation.</li> <li>Le bénéficiaire doit revêtir le statut fiscal et social d'agriculteur à titre principal.</li> </ul>	75.000 euros	4 %	10 ans	15 ans
Compensation des dommages subis	<ul style="list-style-type: none"> <li>Domages à la production agricole et moyens de production par des calamités et des intempéries.</li> <li>Domages par suite d'épizooties telles que la brucellose, l'ESB, la peste porcine, la maladie de Newcastle et l'entérococcite épizootique, moyennant une évacuation complète suivie d'une répopulation.</li> <li>Domages par suite d'épizooties telles que la brucellose et la leucose, moyennant une évacuation d'au moins 30 % suivie d'une répopulation.</li> <li>Domages occasionnés par d'autres événements extraordinaires.</li> </ul>	nil	3 %	3 ans	3 ans
Coopérations	<ul style="list-style-type: none"> <li>Construction, transformation et équipement de bâtiments d'exploitation.</li> <li>Investissements visant à protéger et améliorer l'environnement.</li> <li>Achats de machines et de matériel.</li> </ul>	nil	4 %	La durée maximale est de 10 ans pour les bâtiments et l'environnement et 7 ans pour les machines	10 ans

— Pour les investissements et opérations qui jouissent normalement d'une garantie de 10 ans, la durée de la garantie est portée à 15 ans si l'investissement/opération s'inscrit dans le cadre de l'installation du demandeur.

— Une dispense d'amortissement jusqu'à trois ans peut être accordée sans frais pour le VLIIF, dont 1 an à l'installation du demandeur; les 2 années restantes dans la mesure où la situation financière et économique de l'exploitation le justifie.

## Annexe 5

Prix maximums pour investissements (hors T.V.A.)

Constructions agricoles

1.1.	<u>Etables de bétail laitier</u> (à l'exclusion de l'installation de traite, de l'espace pour le jeune bétail et du stockage de paille)	100.000 F./vache
1.2.	<u>Installations de traite</u>	
1.2.1.	lactoduc	20.000 F./vache
1.2.2.	salle de traite	43.000 F./vache
2.	<u>Etables pour vaches allaitantes</u> (sans stockage de paille)	100.000 F./vache
3.	<u>Etables pour bétail de boucherie</u>	86.000 F./vache
4.	<u>Etables pour jeune bétail</u>	54.000 F./animal
5.	<u>Etables pour veaux de boucherie</u>	25.000 F./animal
6.	<u>Porcheries d'élevage</u> (y compris entrepôt de lisier pour 6 mois)	97.000 F./truie
7.	<u>Porcheries d'engraissement</u> (y compris entrepôt de lisier pour 6 mois)	14.500 F./place
8.	<u>Etables pour moutons</u>	13.000 F./place
9.	<u>Etables pour chèvres</u> (y compris l'installation de traite)	24.000 F./place
10.	<u>Hangars</u>	
10.1.	hangar ouvert	3.000 F./m <sup>2</sup>
10.2.	hangar fermé	6.500 F./m <sup>2</sup>
11.	<u>Etables pour volaille</u>	
11.1.	étables pour poules pondeuses (batterie)	1.000 F./poule
11.2.	étables pour poulardes	350 F./poulet

Constructions horticoles

1.	<u>Serres à légumes</u>	
1.1.	Type classique, légèrement chauffées	3.000 F./m <sup>2</sup>
1.2.	Hydroculture, chauffées à hautes températures	4.000 F./m <sup>2</sup>
1.3.	Serre en plastique	1.200 F./m <sup>2</sup>
2.	<u>Serres pour plantes en pot</u>	
2.1.	Légèrement chauffées	3.400 F./m <sup>2</sup>
2.2.	Chauffées à hautes températures, équipées de bacs et tablettes	4.900 F./m <sup>2</sup>
2.3.	Chauffées à hautes températures, équipées de tables roulantes	6.700 F./m <sup>2</sup>
3.	<u>Serres pour fleurs à couper</u>	
3.1.	Serre fixe, chauffée à hautes températures	3.900 F./m <sup>2</sup>
3.2.	Serre mobile, légèrement chauffée	2.900 F./m <sup>2</sup>
4.	<u>Hangars</u>	5.500 F./m <sup>2</sup>
5.	<u>Salle d'emballage</u>	10.100 F./m <sup>2</sup>

Reprise d'exploitation

- Arrière-engrais	7.500 F./ha
- Avances effectivement allouées aux cultures	30.000 F./ha
- Stocks	400.000 F./entreprise